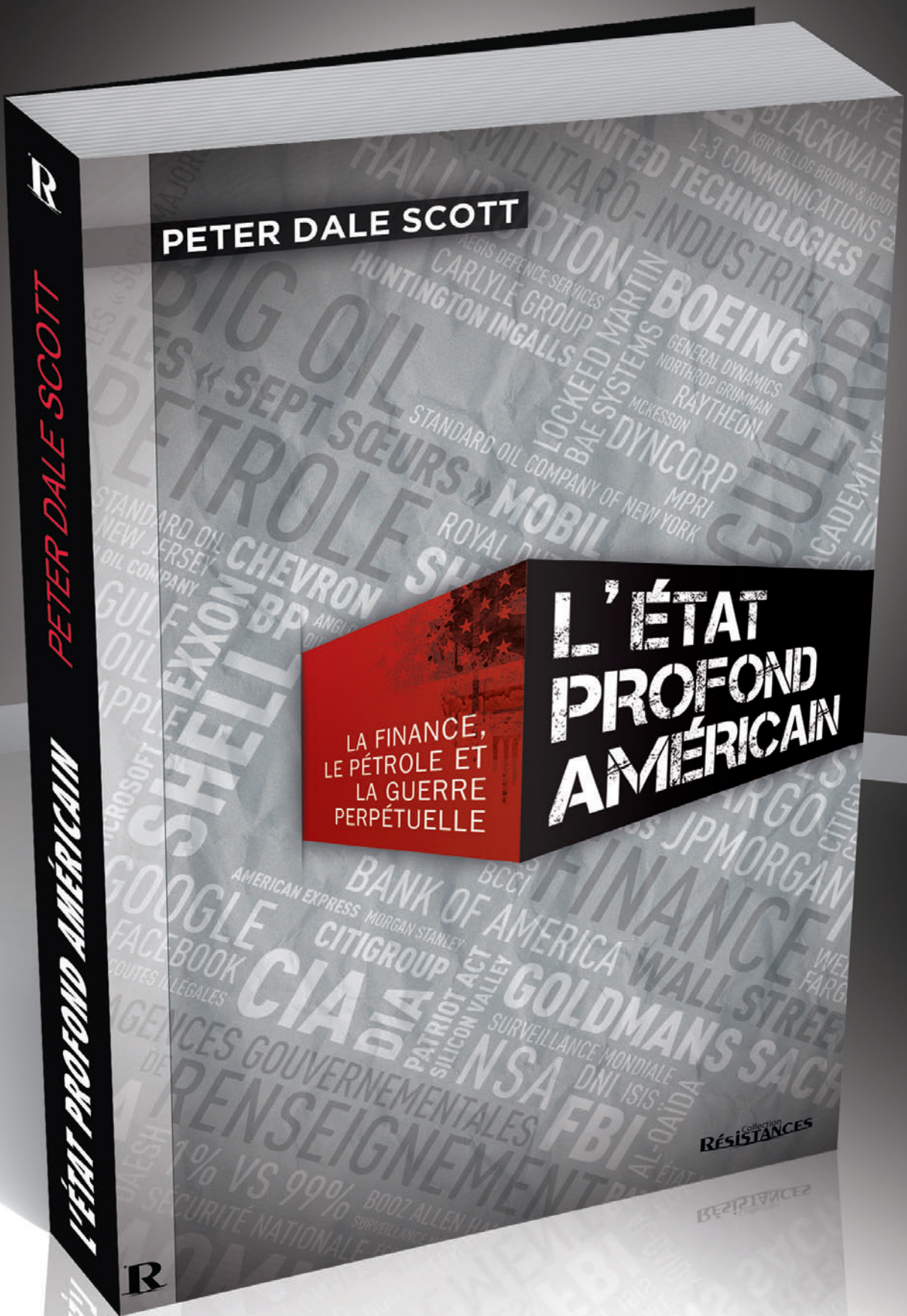


# DE PRESSE DOSSIER DE PRESSE



PETER DALE SCOTT

PETER DALE SCOTT

L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

LA FINANCE,  
LE PÉTROLE ET  
LA GUERRE  
PERPÉTUELLE

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

Collection Résistances

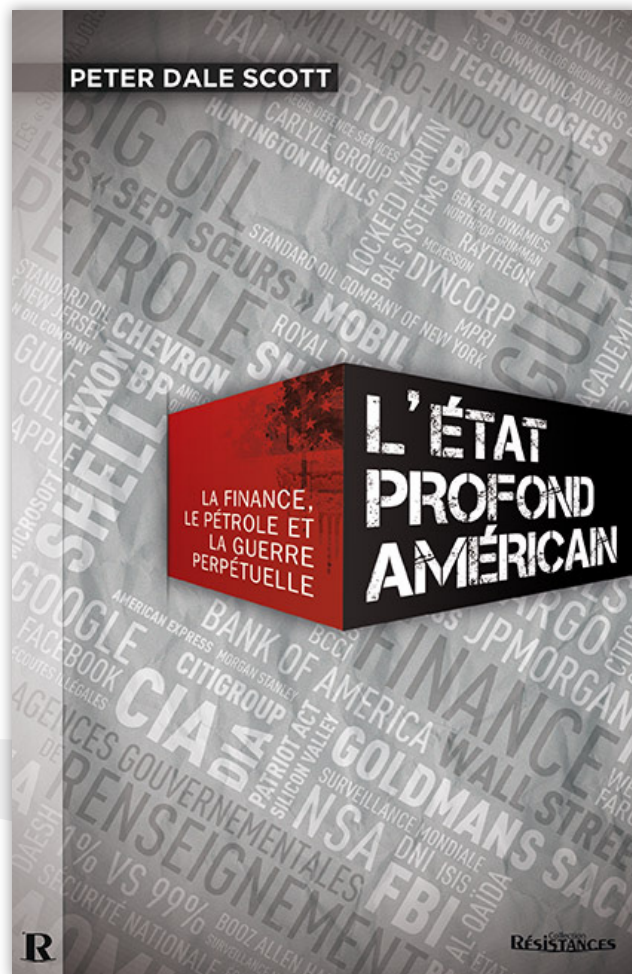
ÉDITIONS Demi<sup>★</sup>Lune

Présentation du livre

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

La Finance, le Pétrole et la Guerre perpétuelle

de **Peter Dale SCOTT**



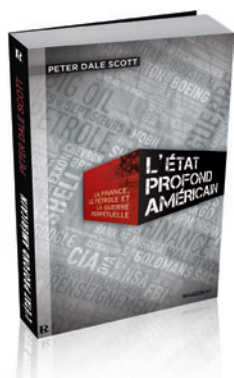
**Après *La Route vers le nouveau désordre mondial*, et *La Machine de guerre américaine*, le nouveau livre de l'intellectuel canadien, toujours aussi explosif, toujours plus dérangeant !**

**« L'État profond est la grande affaire de notre temps. C'est le fil rouge qui se déploie sur les trois dernières décennies. Cela explique comment nous avons connu la dérégulation, la financiarisation de l'économie, la faillite de Wall Street, l'érosion des libertés civiles et la guerre sans fin. »**

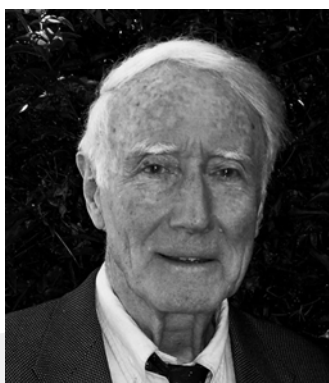
**Mike LOFGREN,**  
ancien analyste du budget pour la sécurité nationale  
et les dépenses militaires au Congrès US.

**« Une perspective inédite sur le véritable système de gouvernance dans ce pays. Son analyse est méticuleuse, brillante, magistrale... »**

**Daniel ELLSBERG,** « l'homme qui fit tomber Nixon »,  
auteur de *Secrets: A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers*.



## L'auteur



Docteur en sciences politiques et ancien diplomate, le Canadien **Peter Dale SCOTT** est l'auteur de nombreux ouvrages (dont *La Route vers le nouveau désordre mondial* et *La Machine de guerre américaine*) analysant la politique étrangère US, les narcotraffics et les opérations secrètes. Ses recherches et écrits expliquent le concept de ce qu'il définit comme le « supramonde », qui influence l'État public via le système de « l'État profond ». Porte-parole du mouvement anti-guerre lors du conflit vietnamien, il cofonda le programme d'études « Paix et Conflit » de la prestigieuse Université de Berkeley, où il enseigne la littérature anglaise durant près de 30 ans. Primé pour ses recherches en géopolitique, SCOTT est également un auteur reconnu pour son œuvre littéraire dans le domaine de la poésie.

Son site (en anglais) : [www.peterdalescott.net](http://www.peterdalescott.net)

# Captivant

S'appuyant sur plus de quatre décennies de recherches, Peter Dale SCOTT nous offre une analyse inédite de l'« État profond américain », un système informel et méconnu, dont l'influence sur l'Histoire contemporaine est absolument majeure. En dehors du cadre légal, cet « État » derrière l'État public conditionne secrètement les politiques officielles de Washington – voire les contredit ou même les neutralise. Observateur politique de premier plan, SCOTT décrit le processus de militarisation croissante des États-Unis, en particulier depuis le 11-Septembre. Il explique également l'origine de la « dérive sécuritaire » (écoutes et surveillance illégales, détentions arbitraires massives, usage de la torture, assassinats ciblés) et de l'accroissement des inégalités de revenus que connaît ce pays depuis la guerre du Vietnam.

L'État profond constitue aujourd'hui un système quasi institutionnalisé dans des agences (comme la CIA et la NSA) qui échappent au contrôle démocratique. Mais il ne se limite pas à ces services secrets, et l'auteur décrit notamment l'influence excessive d'entreprises privées telles que Booz Allen Hamilton (l'ex-employeur d'Edward Snowden) et la SAIC, 70 % des budgets du Renseignement aux États-Unis étant aujourd'hui sous-traités. Derrière ce système opaque, où la distinction entre « public » et « privé » semble pour le moins ténue, il retrace l'influence traditionnelle des banquiers et des avocats de Wall Street alliés aux « supermajors », les plus grandes compagnies pétrolières internationales. Il explique ainsi comment les pétromonarchies du golfe Persique, les entreprises de défense états-uniennes et Wall Street ont formé ensemble et progressivement un État profond supranational – qui mène des politiques parfois radicalement opposées aux intérêts nationaux des États-Unis, de son peuple et de ses institutions.

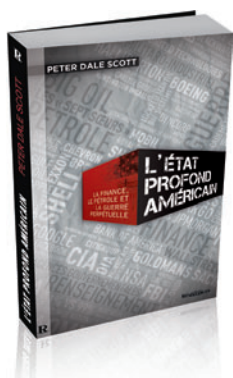
Un travail remarquable qui clôt avec brio la trilogie entamée avec *La Route vers le nouveau désordre mondial* et *La Machine de guerre américaine*...

Traduit de l'anglais par Maxime CHAIX

*« Lorsque s'écrira la véritable Histoire intellectuelle de notre époque, Peter Dale SCOTT sera reconnu pour sa perspicacité et son honnêteté. Dans L'État profond américain, il perçoit une nouvelle fois la réalité de manière précise, brillante et courageusement intègre, nous alarmant sur nos fatales illusions. Il s'agit de l'un des livres les plus importants de notre époque. »*

**Roger MORRIS,**

ancien membre du Conseil de Sécurité Nationale des États-Unis sous les présidences de Lyndon JOHNSON et de Richard NIXON.



# Éloges et critiques du livre **L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN**

## LA FINANCE, LE PÉTROLE, ET LA GUERRE PERPÉTUELLE

de **Peter Dale SCOTT**



L'État profond américain résume **plus de quatre décennies de recherches** menées par Peter Dale SCOTT sur les aspects les plus obscurs de la Politique profonde aux États-Unis. Il en résulte **une perspective inédite** sur le véritable système de gouvernance dans ce pays. **Son analyse est méticuleuse, brillante et magistrale.** »

**Daniel ELLSBERG**, « l'homme qui fit tomber Nixon » précurseur des lanceurs d'alertes, auteur de *Secrets: A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers*.



Peter Dale SCOTT est **l'universitaire le plus audacieux** dans l'étude des structures de pouvoir qui dirigent les États-Unis. Dans cet ouvrage, il démarre ses recherches là où le pionnier Charles Wright MILLS s'était arrêté, mettant en lumière un sombre labyrinthe de pouvoir – un monde obscur qui est devenu encore plus arrogant et violent depuis l'époque de l'élite de pouvoir et du 'complexe militaro-industriel'. Nous ne pouvons comprendre le fonctionnement réel du pouvoir sans nous aventurer dans la description révélatrice que SCOTT nous offre à travers L'État profond américain. »

**David TALBOT**, fondateur du site d'information Salon.com



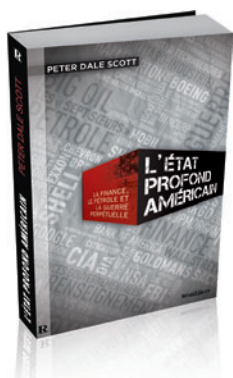
Depuis longtemps, Peter Dale SCOTT a été **un pionnier** dans l'étude méthodique de l'État de sécurité nationale et de son influence occulte dans tous les domaines de la politique étrangère et intérieure des États-Unis. Avec ce nouvel ouvrage, il **se surpasse** en offrant **une analyse véritablement complète** de l'empiètement croissant d'un 'État profond' incontrôlé dans le système politique démocratique de ce pays, depuis l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui. Ainsi, ce livre nous laisse présager de sombres perspectives si rien ne change. Il s'agit d'**un travail brillant et incisif, une lecture obligatoire** pour tous ceux qui souhaitent comprendre les interactions entre le capitalisme mondialisé, la sécurité nationale et les objectifs douteux des services de renseignement les plus puissants, mais aussi les plus secrets. Dans ce livre, SCOTT expose le réseau complexe des intérêts criminels et entrepreneuriaux qui conditionnent l'action de ces agences. »

**Nafeez M. AHMED**, spécialiste des questions de ressources énergétiques, de terrorisme, et de sécurité internationale, consultant dans les enquêtes officielles sur les attentats du 11-Septembre et du 7-Juillet à Londres, auteur de *La Guerre contre la vérité*.



Peter Dale SCOTT analyse en profondeur chaque aspect du système orwellien de sécurité nationale – de la surveillance extrajudiciaire aux détentions arbitraires, en passant par la loi martiale. Il montre comment les services de renseignement et l'armée des États-Unis sont dorénavant impliqués de façon permanente dans le maintien de l'ordre. Pour l'essentiel, ce système opaque – c'est-à-dire le gouvernement secret – est ce que SCOTT appelle l'État profond. Il s'agit de l'influent secteur qui éclipse les institutions démocratiques. Pourtant, les agences publiques [la NSA, la CIA, le JSOC, le Pentagone, etc.] qui forment cet État profond n'en représentent qu'un seul niveau. En effet, leur pouvoir provient également de leurs connexions cruciales en dehors du gouvernement – comme le montre l'exemple de la CIA, qui est solidement ancrée à Wall Street. À travers cet ouvrage, SCOTT explique comment la puissance de ces agences s'est amplifiée à mesure que l'État profond s'est internationalisé, parallèlement aux grandes firmes multinationales. Un système orwellien ? Non : il s'agit plutôt de réalisme politique. Tout est dans ce livre. **Une lecture absolument obligatoire.** »

**Pepe ESCOBAR**, correspondant itinérant pour Asia Times (Hong Kong) et auteur de *Empire of Chaos*.



## Éloges et critiques du livre

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

LA FINANCE, LE PÉTROLE, ET LA GUERRE PERPÉTUELLE

de **Peter Dale SCOTT**



Dans cet **excellent livre**, Peter Dale SCOTT montre comment les restrictions imposées par le Congrès des États-Unis aux services de renseignement US ont entraîné la fusion de l'État profond américain avec des services étrangers, afin d'opérer depuis d'autres pays. (...) L'auteur explique comment le pétrole saoudien et les contrats d'armement US ont pérennisé une relation spéciale entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. Il démontre en outre que l'État profond américain a toujours été lié aux banquiers de Wall Street et aux supermajors, l'ancien directeur de la CIA Allen DULLES en étant l'archétype – lui qui voyait les dirigeants politiques élus comme des nationalistes à l'esprit étroit, incapables de gérer les affaires politiques globales. »

**Ola TUNANDER**, professeur de Relations internationales,  
International Peace Research Institute, à Oslo (PRIO).



Une nouvelle fois, Peter Dale SCOTT met en lumière les dessous de l'État profond américain à travers cette **étude passionnante et fondamentale**. Cet ouvrage explique comment et pourquoi nous avons perdu le contrôle de la politique étrangère des États-Unis et comment elle est en train de détruire notre démocratie. **Ce livre indispensable est le fruit de recherches brillantes et raisonnées**, qui achèvent de nous convaincre que nous ne pouvons sauver notre République sans identifier les forces profondes qui nous ont imposé leurs règles depuis bien longtemps – et ce d'une manière encore plus brutale et dramatique depuis le 11-Septembre. »

**Richard FALK**, professeur émérite de Droit international à l'Université de Princeton et à l'Université de Californie, (Santa Barbara) ; Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies pour les Territoires palestiniens.



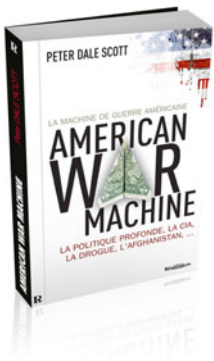
'Nous avons un appareil d'État qui, à certains égards, est de plus en plus incontrôlable et hors-la-loi', comme l'écrit Peter Dale SCOTT dans **sa dernière dissection des sombres entrailles du gouvernement des États-Unis**. Le milieu qu'il décrit est impliqué dans nombre d'affaires obscures avec la Mafia, ainsi qu'avec des terroristes et les pays qui les abritent. Parallèlement, ce système stimule la guerre et accroît l'érosion des libertés individuelles, avec l'objectif affiché de protéger le pays. En particulier, SCOTT défend l'idée qu'il existe deux niveaux de gouvernement : celui que nous connaissons, et celui qu'il appelle l'État profond – un système réellement influent. Cette analyse montre [qu'un aspect de] cet État profond s'est développé depuis un certain temps, derrière la nécessité d'assurer la continuité du gouvernement en cas d'attaque majeure ou de catastrophe nationale aux États-Unis. Les esprits conformistes rejettent SCOTT, en le présentant comme un fantaisiste cherchant partout les complots et les collusions. Néanmoins, le grand nombre de sources utilisées dans cet ouvrage nous amène à la conclusion inverse. Ainsi, ce livre suggère que notre climat politique actuel est incroyablement toxique et qu'il a terriblement besoin d'être épuré. Pour ce faire, SCOTT nous offre ses recommandations dans les dernières pages de cet **ouvrage alarmant et stimulant**. »

**Publishers Weekly**, revue professionnelle hebdomadaire, équivalent US de **Livres Hebdo**.



Peter Dale SCOTT est **l'un des écrivains politiques et historiques les plus brillants, créatifs et intellectuellement stimulants du dernier demi-siècle**. (...) un auteur visionnaire et défenseur de la vérité. »

**Roger MORRIS**, ancien membre du Conseil National de Sécurité des États-Unis, sous les présidences Johnson et Nixon.



## Éloges et critiques du livre

### LA MACHINE DE GUERRE AMÉRICAINE

LA POLITIQUE PROFONDE, LA CIA, LA DROGUE, L'AFGHANISTAN...

de Peter Dale SCOTT



Dans ce nouveau livre, il explique comment un des principaux ressorts de ce processus a été l'utilisation du trafic de drogue par la CIA pour lutter contre le communisme, les gouvernements et mouvements de gauche et, de nos jours, pour maintenir la suprématie américaine sur le monde. (...) **La démonstration est, on peut le dire, stupéfiante.** (...) **Vouloir résumer en quelques mots un livre aussi riche en informations et en révélations serait illusoire.** (...) **Ce livre se lit comme un véritable thriller avec ses rebondissements et son suspense ; (...) à lire absolument** parce qu'il permet de comprendre combien nous n'avons jamais été autant manipulés et désinformés. **Il fait partie de ces ouvrages indispensables qui nous permettent d'ouvrir les yeux et surtout de réfléchir en dehors des schémas concoctés pour nous** par des médias de masse eux-mêmes bien souvent manipulés. (...) L'ensemble repose sur des références et des notes – plus de cent pages – qui font de cet ouvrage **un document solide et convaincant dont la lecture décapante apporte véritablement des éléments de réflexion originaux et non conformistes, indispensables pour tenter de comprendre le monde qui nous entoure et tenter de discerner où il va.** Vaste programme. »

**Bernard NORLAIN, général d'armée, dans la revue *Défense Nationale*.**



Peter Dale **SCOTT a été l'un des principaux promoteurs de la notion de "politique profonde"**, cherchant dans les rouages les plus secrets de l'Etat les explications aux événements contemporains. Il s'est par ailleurs depuis longtemps intéressé aux questions des trafics internationaux en tous genres et aux rôles des services spéciaux. (...) L'ouvrage est divisé en quatre grandes parties de tailles inégales (...) qui permettent de dresser **un tableau sans doute très complet des relations entre des services officiels bien que secrets, théoriquement organes de défense d'un Etat démocratique, et les responsables ou parrains des trafics les plus illicites.** (...) En conclusion, **le livre est non seulement intéressant mais important.** (...) **Un travail militant** marqué par une opposition ancienne à l'interventionnisme américain (...) **d'une rare densité et d'une particulière richesse.** »

**Rémy PORTE, lieutenant-colonel, sur le site Internet « Guerres et conflits ».**



**Une plongée saisissante** dans les rouages d'une "machine de guerre américaine" dopée aux stupéfiants. (...) Dans son dernier **ouvrage solidement documenté**, l'ancien diplomate canadien Peter Dale SCOTT revient **sur l'histoire fascinante et profondément dérangeante** de l'utilisation de la drogue dans la stratégie militaire et politique des États-Unis. (...) »

**Marc de MIRAMON, l'Humanité des débats, dans le numéro du 8 mars 2013 de *L'Humanité*.**



**Un ouvrage essentiel**, d'une grande rigueur scientifique, qui apporte la démonstration éclatante que l'Etat profond américain et sa politique de narco-trafic ne sont pas des fantasmes anti-américains. **À lire absolument.** »

**Aymeric CHAUPRADE, politologue et géopoliticien.**



J'avais dit du précédent livre éblouissant de Peter Dale SCOTT traitant de ce sujet, (Drugs, Oil and War) "qu'il faisait passer la plupart des explications journalistiques et universitaires concernant nos interventions passées et présentes pour une propagande gouvernementale écrite pour les enfants". **Son dernier ouvrage est encore meilleur. Lisez-le !** »

**Daniel ELLSBERG, « l'homme qui fit tomber Nixon », précurseur des lanceurs d'alertes, auteur de *Secrets: A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers*.**



## Éloges et critiques du livre

### LA ROUTE VERS LE NOUVEAU DÉSORDRE MONDIAL

50 ANS D'AMBITIONS SECRÈTES DES ÉTATS-UNIS

de **Peter Dale SCOTT**



La Route vers le Nouveau Désordre Mondial est **du Peter Dale SCOTT grand cru**. [L'auteur] ne se livre pas à une analyse politique classique. (...) Il cartographie un terrain inconnu, étudiant la topographie d'un espace politique obscur au sein duquel la déviance politique secrète se révèle être la norme. Après l'avoir lu, nous devons abandonner la certitude consensuelle selon laquelle notre prétendu ordre libéral rend impossible le triomphe de l'irrationalité politique. »

**Eric WILSON**, maître de conférences en Droit public international à l'Université de Monash (Melbourne, Australie), et co-auteur de *Government of the Shadows*.



"L'Amérique, telle que nous l'avons connue et aimée, peut-elle être sauvée ?" Cette question ouvre le livre, et apporter une réponse nécessitait **l'intelligence affûtée d'un universitaire et la sensibilité d'un poète**. Peter Dale SCOTT dispose des deux, en abondance, et avec cet ouvrage **il nous offre beaucoup plus qu'un livre sur le terrorisme d'État**. À une époque où règne la peur, **sa voix s'élève au nom de la raison et de la liberté**. »

**Anthony SUMMERS**, auteur à succès (*The Arrogance of Power*), journaliste d'investigation primé, ancien documentariste à la BBC.



Je suis sorti de ce livre abasourdi (...) **Superbement écrit** et d'une documentation extrêmement crédible, (...) Il s'agit d'**une œuvre profonde et bouleversante** d'une immense importance (...) Ce qui est fait 'en notre nom' est immoral, inabordable, insupportable, insoutenable, et inutile. (...) **Magnifique travail d'une immense valeur**. »

**Robert D. STEELE**, ancien officier de terrain de la CIA, vétéran du corps d'infanterie des Marines et agent de renseignement ; fondateur de l'US Army Marine Corps Intelligence Center.



**Ce livre brillant**, impeccablement documenté, (...) soulève des questions essentielles sur l'émergence d'un État secret au sein de l'État, tout en évitant l'écueil de verser dans les théories du complot (...) La lecture du récit de SCOTT, qui traite avec une lucidité saisissante des fondements de l'autorité gouvernementale états-unienne **devrait être obligatoire...** »

**Richard FALK**, professeur émérite de Droit international à l'Université de Princeton et à l'Université de Californie, (Santa Barbara) ; Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies pour les Territoires palestiniens.



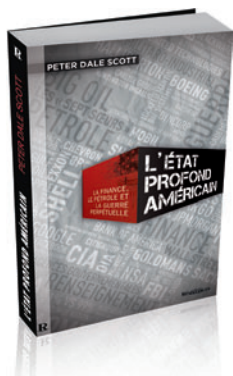
Voilà **un livre passionnant**, décapant, on pourrait dire terrifiant en ce qu'il dévoile au lecteur, pourtant averti, les dérives et les pratiques mafieuses d'une démocratie emblématique, miroir de nos sociétés. (...) **Particulièrement pertinent et convaincant (...), cet ouvrage étonne par son originalité et sa puissance d'analyse**. Il devrait être **un ouvrage de référence** pour tous les défenseurs de l'État de droit et pour tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de nos démocraties »

**Bernard NORLAIN**, général d'armée, directeur de la revue *Défense Nationale* (numéro 738, mars 2011).



**Tant que vous n'aurez pas lu ce livre, votre persistante naïveté vous empêchera de comprendre comment évolue le monde**. (...) Dans ce **très brillant ouvrage de référence**, (...) on tombe à chaque page de Charybde en Scylla face à cette analyse ciselée du mélange irrésolu de la raison du meilleur avec celle du plus fort. (...) Impossible à lire d'un seul trait, ce livre oblige le lecteur, abasourdi mais soudain intelligent, à prendre conscience de la mutation géopolitique en cours... »

**Jean-Loup FELTZ**, Conseiller à la direction générale de l'Agence Française du Développement, dans le numéro 236 de la revue *Afrique Contemporaine*.



# Extraits du livre

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

## LA FINANCE, LE PÉTROLE, ET LA GUERRE PERPÉTUELLE

de **Peter Dale SCOTT**

### Extrait du chapitre 2 L'État profond, le supramonde de Wall Street et les supermajors

« Je déteste dire que les supermajors sont plus puissantes que le gouvernement des États-Unis ; mais le traitement privilégié que ce dernier leur accorde ne peut que nous mener à cette conclusion. »

– Robert K. Killian,<sup>1</sup> procureur général du Connecticut

« Dans des pays lointains où elle investissait (...) Exxon avait une emprise sur les affaires politiques et sécuritaires locales dépassant celle de l'ambassade des États-Unis. »

– Steve Coll<sup>2</sup>

Au cours de cette dernière décennie, il est devenu de plus en plus évident que nous avons actuellement aux États-Unis ce que les journalistes Dana Priest et William Arkin ont appelé

« deux gouvernements : celui que les citoyens connaissent, qui fonctionne de manière plus ou moins transparente ; et un gouvernement parallèle top secret dont certains secteurs – en moins d'une décennie – ont formé un gigantesque univers en continue expansion. Celui-ci n'est visible que par des responsables triés sur le volet et (...) Dieu seul peut le voir dans son intégralité. »<sup>3</sup>

À partir de l'année 2013, en particulier après le retour au pouvoir de l'armée égyptienne, un nombre croissant d'observateurs ont décrit ce second niveau de gouvernement comme étant l'« État profond » américain.<sup>4</sup> À titre d'exemple, en voici une définition rédigée par l'analyste républicain Mike Lofgren :

« Il existe le gouvernement visible situé autour du [National] Mall à Washington, et puis il existe un autre gouvernement plus obscur, plus indéfinissable, qui n'est pas expliqué dans les cours d'instruction civique ni observable par les touristes à la Maison Blanche ou au Capitole. Le premier représente la politique partisane traditionnelle à Washington : le sommet de l'iceberg que les téléspectateurs de C-SPAN peuvent voir quotidiennement, et qui est théoriquement contrôlable par le biais des élections. La partie immergée de cet iceberg est ce que j'appellerais l'« État profond », qui suit son propre cap indépendamment de qui est formellement au pouvoir. »<sup>5</sup>

Les activités politiques du milieu de l'État profond sont la principale source de ce que j'ai appelé dans d'autres travaux la « politique profonde », c'est-à-dire « l'ensemble des pratiques et des dispositions politiques, intentionnelles ou non, qui sont habituellement refoulées dans le discours public plus qu'elles ne sont admises. »<sup>6</sup> D'autres

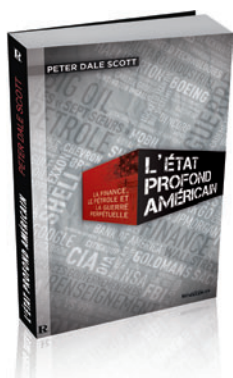
observateurs, tels Tom Hayden, qualifient l'État profond d'« État dans l'État », et suggèrent que celui-ci pourrait être responsable de l'échec de l'administration Obama dans la mise en œuvre des politiques raisonnables annoncées dans les discours présidentiels.<sup>7</sup>

Nous pouvons trouver un antécédent à la notion d'« État profond ». Il s'agit de la définition, par Henry Fairlie, d'un *establishment* prédominant en Grande-Bretagne, qu'il a décrit comme « l'entière matrice de relations officielles et sociales dans laquelle le pouvoir est exercé ». <sup>8</sup> Mais un autre antécédent semble plus proche de mon analyse. Il s'agit de la notion, élaborée par Wright Mills, d'une *élite de pouvoir* tripartite composée de hauts cadres d'entreprise, de l'*establishment* militaire et d'un « *directoire politique* ». <sup>9</sup> Ces deux concepts sont pertinents, mais l'*establishment* de Fairlie constituait plus une force de retenue que d'impulsion ; au contraire, l'*élite de pouvoir* de Mills – combinant à la fois des éléments de l'État public et de l'État profond – était centrée sur les individus jouant des rôles plus actifs et managériaux. Comme il l'avait écrit en 1958, Mills pensait que « la majeure partie de ce que l'on appelait autrefois le 'gouvernement invisible' [était] dorénavant intégrée à l'État relativement visible. » <sup>10</sup> Mills écrivit cette phrase six ans avant la première révélation majeure sur la puissance acquise par le gouvernement invisible de la CIA. <sup>11</sup>

Aux USA, le développement d'un système gouvernemental à deux niveaux, autrement appelé « État dualiste », s'est réalisé parallèlement à deux autres dualités. Je fais ici référence à la scission grandissante des États-Unis en deux classes, les « 1 % » et les « 99 % ». Je désigne également la bifurcation de l'économie en deux catégories : sa dimension intérieure – qui est encore assujettie à des réglementations et à des taxations gouvernementales – et sa dimension internationale, qui est relativement émancipée du contrôle étatique. <sup>12</sup> Ces trois phénomènes se sont autoalimentés, en particulier depuis la Révolution Reagan des années 1980, lorsque les disparités de richesse ont cessé de se réduire et qu'elles ont commencé à s'amplifier. <sup>13</sup> Ainsi, je décrirai comment Wall Street – qui est l'incarnation des « 1 % » – joua un rôle déterminant dans la création de la CIA au lendemain de la seconde guerre mondiale. Par ailleurs, je montrerai comment, trois décennies plus tard, la CIA et les supermajors ont été des acteurs centraux dans la redirection de la politique états-unienne en faveur de la Révolution Reagan.

(...)





## Extraits du livre

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

### LA FINANCE, LE PÉTROLE, ET LA GUERRE PERPÉTUELLE

de **Peter Dale SCOTT**

#### L'ÉTAT PROFOND, LE GOUVERNEMENT DE L'OMBRE ET LE SUPRAMONDE DE WALL STREET

La lettre d'information britannique *On Religion* a offert une définition de l'État profond, le décrivant comme un ensemble de « structures de pouvoir antidémocratique intégrées dans un gouvernement, dont très peu de démocraties peuvent prétendre être dénuées. »<sup>15</sup> L'expression « État profond » est née en Turquie en 1996. Elle faisait référence à des éléments soutenus par les États-Unis – avant tout dans les services spéciaux et dans l'armée – qui avaient à maintes reprises employé la violence afin d'interférer dans le processus démocratique de la Turquie et le rediriger de force. Parfois, sa définition est restreinte à des éléments évoluant à l'intérieur du gouvernement (c'est-à-dire à un « État dans l'État »). Néanmoins, en Turquie, cette expression est le plus souvent élargie à des « membres de la mafia turque » – et ce pour des raisons historiques.<sup>16</sup> Dans ce chapitre, j'utiliserai l'expression « État profond » dans son acception plus large, afin d'y inclure à la fois le second niveau de gouvernement secret à Washington et ces individus extérieurs à l'État, mais qui ont suffisamment de pouvoir pour influencer celui-ci (qu'ils soient issus du crime organisé ou du supramonde). En résumé, mon usage de l'expression « État profond » correspondra à ce que j'ai appelé en 1993 un « système politique profond ». Habituellement, celui-ci « a recours à (...) des procédures décisionnelles et exécutives soit conformes, soit extérieures à celles qui sont publiquement autorisées par la loi et la société. »<sup>17</sup>

À l'instar de Mike Lofgren, je suggère une symbiose ambiguë entre deux aspects de l'État profond américain : 1) les agences du gouvernement de l'ombre situées dans la périphérie de Washington, telles que la CIA ou la NSA. Elles ont été instituées par l'État public, mais elles le supplantent dorénavant ; 2) le pouvoir bien plus ancien de Wall Street, c'est-à-dire ses puissantes banques et ses influents cabinets juridiques.

Les hauts fonctionnaires du Département du Trésor, les officiers de la CIA ainsi que les banquiers et les avocats de Wall Street ont souvent des convergences de vues, du fait du jeu des « chaises musicales » par lequel ils passent aisément du secteur privé au service public – et inversement. Comme l'explique Lofgren,

« considérer que Wall Street pourrait être le premier commanditaire de l'État profond et de ses stratégies ne relève pas de l'exagération. En effet, [les entreprises de cette place financière ont] suffisamment d'argent pour offrir aux agents de l'État une seconde carrière – lucrative au-delà du Rêve de l'Avare, et certainement bien au-delà des songes d'un employé du gouvernement. »<sup>18</sup>

Je dirais que dans les années 1950, Wall Street était un secteur dominant. Il comprenait non seulement les grandes banques mais aussi les majors pétrolières, dont les ententes cartellaires étaient défendues avec succès par Sullivan & Cromwell – au détriment du gouvernement des États-Unis. Situé à Wall Street, ce cabinet juridique abritait alors les frères Dulles. Lorsque je désigne le supramonde de Wall Street, je fais référence à ce plus vaste complexe.

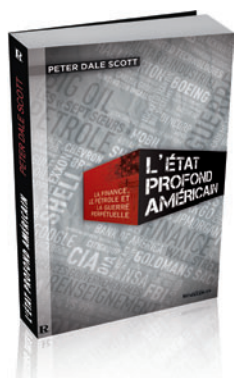
En reconnaissant l'étendue de ce pouvoir de Wall Street, nous pouvons en déduire que la notion d'« État dans l'État » de Tom Hayden est trop restrictive. En effet, les individus qui détiennent ce pouvoir profond – comme ceux qui évoluent dans les hautes sphères de la CIA – l'exercent non pas en s'isolant mais à travers leurs interactions avec le monde extérieur. Quant à la métaphore de l'iceberg employée par Mike Lofgren – bien qu'elle soit utile –, elle risque de suggérer une relation trop solide ou structurelle avec ce supramonde. À la différence de l'État, ce que j'appelle l'État profond n'est pas une structure mais un système – aussi difficile à définir, mais néanmoins aussi authentique et puissant qu'un système météorologique.

Une thèse importante de ce chapitre et de cet ouvrage consiste à démontrer que, dans les milieux méconnus et pratiquement non régulés du supramonde et de l'État profond, nous pouvons observer non seulement leur influence prédominante, mais aussi leurs actes illégaux et antisociaux, voire meurtriers.

#### LA LONGUE HISTOIRE DU SUPRAMONDE DE WALL STREET

L'inclusion par Mike Lofgren de Wall Street dans sa définition de l'État profond renforce l'observation de Franklin Roosevelt, adressée en 1933 à son ami le colonel E.M. House : « La vérité (...) est, comme vous et moi le savons, qu'une composante financière s'est emparée du gouvernement depuis l'époque d'Andrew Jackson. »<sup>19</sup>

Cette confidence de Roosevelt trouve une bonne illustration dans l'efficacité avec laquelle un groupe de banquiers de Wall Street réussit à établir le système de la Réserve Fédérale, lors d'une réunion hautement secrète tenue en 1910 (Nelson Aldrich, le grand-père de Nelson Rockefeller, a participé à cette rencontre). Ce système permit de transférer la supervision de la masse monétaire et des institutions financières nationales aux banques les plus importantes, qui sont loin d'être impartiales.<sup>20</sup> En 2008, l'influence politique du quasi gouvernemental Conseil des gouverneurs de la Réserve Fédérale fut clairement démontrée. En effet, la Fed s'assura le soutien immédiat des administrations présidentielles d'un Républicain texan puis



## Extraits du livre

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

## LA FINANCE, LE PÉTROLE, ET LA GUERRE PERPÉTUELLE

de **Peter Dale SCOTT**

d'un Démocrate du Midwest pour que l'argent public sauve les cadres imprudents des banques de Wall Street jugées trop imposantes pour faire faillite (« *Too Big To Fail* ») mais pas pour être renflouées (« *Too Big To Bail* »), leurs responsables étant évidemment bien trop puissants pour être emprisonnés (« *Too Big To Jail* »).<sup>21</sup>

En 1946, le général Vandenberg, en sa qualité de directeur du *Central Intelligence Group* (DCI), recruta Allen Dulles « afin de rédiger des propositions sur la forme et l'organisation de ce qui allait devenir en 1947 l'Agence Centrale de Renseignement [CIA] ». Dulles, qui était alors un avocat républicain travaillant pour Sullivan & Cromwell à New York, forma rapidement une équipe consultative de six hommes – dont cinq étaient des banquiers d'investissement ou des avocats de Wall Street.<sup>22</sup> Plus tard, Dulles rejoignit l'Agence avec deux membres de cette équipe, William H. Jackson et Frank Wisner. À la CIA, il continua d'orchestrer des politiques clandestines – telles que le renversement du régime d'Arbenz au Guatemala – dont il avait auparavant discuté dans le cadre du Conseil des Relations Étrangères (le CFR, basé à New York).<sup>23</sup>

L'influence d'Allen Dulles en tant qu'avocat de Wall Street ou en tant que directeur de la CIA semblait quasiment identique. Bien qu'il n'ait officiellement rejoint l'Agence qu'en novembre 1950, il opérait à Berlin avant le début du blocus de cette ville en 1948, « supervisant le déclenchement d'une vague de propagande antisoviétique à travers l'Europe. »<sup>24</sup> Au début de l'été 1948, il mit en place le Comité américain pour une Europe unie (ACUE), afin de soutenir ce qui allait devenir au début des années 1950 « la plus vaste opération de la CIA en Europe de l'Ouest ». <sup>25</sup> (...)

### LA CIA, BOOZ ALLEN HAMILTON ET LE SUPRAMONDE DE WALL STREET

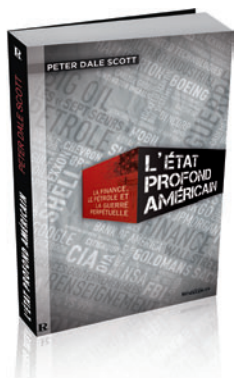
Dans les années 1950, le Président Eisenhower consolida davantage le rôle du secteur privé dans le système de l'État profond, en décidant d'incorporer des chefs d'entreprises dans le processus ultrasecret de planification de la « Continuité du Gouvernement » (COG).<sup>65</sup> Ce fut un précédent à la nomination, par le Président Reagan, de Donald Rumsfeld et de Dick Cheney dans le programme de la COG. Ces responsabilités leur permettaient de planifier la suspension de la Constitution des États-Unis – y compris durant la présidence Clinton, lorsqu'ils n'exerçaient aucune fonction gouvernementale. En effet, comme nous le verrons dans le chapitre 3, ces deux hommes étaient PDG de multinationales dans les années 1990.

Néanmoins, le rôle du secteur privé dans le système de l'État profond est devenu bien plus important à travers l'externalisation progressive des budgets gouvernementaux du Renseignement. En 2007, le journaliste Tim Shorrock a révélé qu'« environ 70 % des 60 milliards de dollars que l'État dépenserait chaque année dans (...) [ce domaine] » étaient dorénavant sous-traités à des contractants privés comme Booz, Allen & Hamilton et SAIC (Science Applications International Corporation).<sup>66</sup>

En réalité, la distinction entre « public » et « privé » s'amenuise davantage avec le système des « chaises musicales » mentionné précédemment. À travers celui-ci, de hauts responsables du Renseignement et les directeurs des firmes accréditées pour travailler dans ce secteur circulent librement. Par exemple, Mike McConnell, après avoir dirigé « la NSA sous Bush père et sous Clinton, rejoignit directement Booz Allen – l'une des plus grandes sociétés privées de renseignement aux États-Unis. Il fut ensuite nommé directeur du Renseignement national (DNI) sous George W. Bush, puis il est finalement retourné à Booz Allen, dont il est aujourd'hui le vice-président. » Les officiers des services spéciaux qui évoluent au cœur de l'État rédigent des contrats non concurrentiels, favorisant ainsi les intérêts des entreprises privées susceptibles d'être leurs anciens ou leurs futurs employeurs.<sup>67</sup> Et au fil du temps, ce système de « pantouflage » a aussi encouragé des échanges de personnel entre Booz Allen et les multinationales pétrolières bénéficiant des services de cette entreprise.

En 2008, Booz, Allen & Hamilton s'est divisée en deux entités distinctes : Booz Allen Hamilton, qui s'est concentrée sur les affaires avec le gouvernement des États-Unis, et Booz & Company. Appelée aujourd'hui Strategy&, cette entreprise basée à New York a récupéré le portefeuille commercial et international de la firme originelle. Aujourd'hui, l'actionnaire majoritaire de Booz Allen Hamilton est le Groupe Carlyle, un fonds d'investissement privé connu pour ses liens avec des personnalités politiques de premier plan, telles que les deux Présidents Bush.<sup>68</sup>

Dans son analyse, Mike Lofgren souligne l'importance de Booz Allen Hamilton au sein de l'État profond, sachant que 99 % des affaires de cette entreprise dépendent du gouvernement des États-Unis.<sup>69</sup> Dans les médias, cette firme a été assimilée à la NSA depuis que son employé Edward Snowden s'est exilé avec de nombreuses archives de cette agence. Par ailleurs, Booz Allen Hamilton joue un rôle important dans le domaine lucratif des contrats passés dans le cadre de la « Continuité du Gouvernement » (COG) et de la « Continuité des Opérations » (COOP).<sup>70</sup>



## Extraits du livre

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

## LA FINANCE, LE PÉTROLE, ET LA GUERRE PERPÉTUELLE

de **Peter Dale SCOTT**

Néanmoins, cette entreprise – qui fait partie des plus anciens et des plus importants « contractants accrédités » aux États-Unis – a été étroitement impliquée dans les opérations clandestines de la CIA depuis qu'Allen Dulles fut nommé directeur de l'Agence en 1953.<sup>71</sup> Cette même année, Booz Allen commença « à prendre en charge de nombreuses missions à l'étranger (...) : un système de registres de propriétés foncières aux Philippines, une restructuration des opérations de douanes et des industries textiles en Égypte, ainsi qu'un ouvrage pour la Compagnie nationale iranienne du pétrole. »<sup>72</sup> Ces trois missions coïncidaient avec des opérations clandestines de la CIA en 1953, dont le programme de redistribution foncière promu par Edward Lansdale afin de combattre l'insurrection des Huk aux Philippines, ainsi que l'opération *TP/AJAX* de la CIA qui, avec le MI-6 britannique, souhaitait empêcher la nationalisation de l'AIOC en Iran.<sup>73</sup>

Cependant, l'Égypte pourrait être le pays où la CIA et Booz Allen ont le plus étroitement collaboré. En mars 1953, Miles Copeland, qui avait démissionné de la CIA pour rejoindre cette firme, « retourna au Caire pour mener ce qui était, selon toute vraisemblance, une mission commune de la CIA et de BA&H. »<sup>74</sup> En plus d'offrir des conseils de gestion au gouvernement égyptien ainsi qu'à une usine de textile privée, Copeland conseilla Nasser dans la mise en place de son service de renseignement – le *Mukhabarat*. Il devint très vite « son plus proche conseiller occidental » et son principal canal de dialogue avec le gouvernement des États-Unis – occupant alors une place plus importante que l'ambassadeur local ou le chef de station de la CIA.<sup>75</sup>

(...)

Extrait du chapitre 4

### La prétendue guerre « contre » le terrorisme (1<sup>re</sup> partie) :

l'Histoire profonde de la protection  
par les États-Unis d'Ali Mohamed,  
un terroriste d'al-Qaïda

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, le gouvernement des États-Unis – malgré ses imperfections flagrantes – a constitué pour le reste du monde un modèle de régime politique équilibré. En effet, il avait développé un système d'encadrement du pouvoir exécutif à travers l'établissement constitutionnel de contrepouvoirs. Cet équilibre a été bouleversé avec l'émergence des États-Unis comme puissance mondiale dominante, et le phénomène s'est aggravé après la guerre du Vietnam.

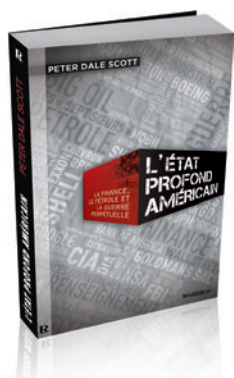
Plus particulièrement, depuis le 11-Septembre, le pouvoir constitutionnel de ce pays a été éclipsé par une succession de mesures d'urgence adoptées au nom de la lutte contre le terrorisme. Leur envergure, leur influence et leurs budgets ont connu une croissance fulgurante, tandis que la sphère du gouvernement traditionnel s'est considérablement réduite. (...) Selon un nombre croissant d'observateurs, les États-Unis laissent apparaître aujourd'hui ce que Marc Ambinder et John Tirman ont appelé un État profond derrière l'État public – à l'instar de la Turquie auparavant.<sup>2</sup> En matière de surveillance de masse, ce gouvernement parallèle dispose de son propre « tribunal de contrôle du renseignement extérieur » (le *FISA Court*). Pour le *New York Times*, celui-ci « est discrètement devenu quasi équivalent à une Cour suprême parallèle ». <sup>3</sup> Principalement grâce à Edward Snowden, il est désormais clair que le *FISA Court* a permis à cet État profond d'élargir sa surveillance au-delà du microcosme bien identifié des quelques terroristes islamistes présumés. Ainsi, tout nouveau mouvement de protestation susceptible de défier les politiques de la machine de guerre américaine est à présent ciblé.

Dans leur grande majorité, les citoyens des États-Unis n'ont pas remis en cause ce gouvernement parallèle, acceptant l'idée que le sacrifice des libertés publiques traditionnelles et de la transparence politique les met à l'abri des attaques d'al-Qaïda. Néanmoins, tout pouvoir secret est un pouvoir incontrôlé ; et l'expérience du siècle dernier n'a fait que renforcer la pertinence du célèbre dicton de Lord Acton (« Le pouvoir tend à corrompre, et le pouvoir absolu corrompt absolument. »). Ainsi, nous allons étudier dans quelle mesure les agences secrètes des États-Unis ont développé une relation symbiotique avec les forces qu'elles sont censées combattre – étant parfois intervenues afin de laisser les terroristes d'al-Qaïda fomenter leurs attentats sans être inquiétés.

D'aucuns ridiculiseront cette accusation alarmante en la qualifiant de « théorie du complot ». Pourtant, je démontrerai qu'elle n'est pas le fruit d'une théorie, mais qu'elle se base au contraire sur des faits jamais démentis à propos d'incidents avérés – bien que constamment passés sous silence ou peu exposés dans les médias grand public aux États-Unis.

Ce que je décris n'est pas un phénomène isolé mais systématique, quasiment prévisible. En effet, certains terroristes d'al-Qaïda ont été initialement protégés, et ils purent ainsi poursuivre leurs activités. Parmi eux, nous pouvons citer :

1) Ali Mohamed, identifié dans le *Rapport de la Commission sur le 11-Septembre* comme le chef d'équipe dans les préparatifs de l'attentat de 1998 contre l'ambassade des États-Unis au Kenya ;<sup>4</sup>



## Extraits du livre

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

LA FINANCE, LE PÉTROLE, ET LA GUERRE PERPÉTUELLE

de **Peter Dale SCOTT**

2) Mohammed Jamal Khalifa, un proche ami d'Oussama ben Laden et – alors qu'il résidait aux Philippines – financeur de Ramzi Yousef, le cerveau de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center, et de son oncle, Khaled Sheikh Mohammed ;

3) Ce dernier, identifié dans le rapport précité comme « le principal architecte des attentats du 11-Septembre » ;<sup>5</sup>

4) Khaled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazmi, deux des pirates de l'air présumés du 11-Septembre, dont la présence aux États-Unis fut dissimulée au FBI par des officiers de la CIA les mois précédant les attaques.<sup>6</sup>

Cette énumération semble indiquer que la Commission d'enquête sur le 11-Septembre fut un point de rupture dans les relations des États-Unis avec ces terroristes. En effet, nous pourrions en déduire que le rapport de cette commission les dénonçait, alors qu'ils avaient été protégés jusqu'alors. Au contraire, le but principal de ce chapitre (et du suivant) est de démontrer que :

1) l'un des objectifs de la protection de ces individus a été de dissimuler une connexion de haut niveau entre la nébuleuse terroriste et les services de renseignement US, que l'on pourrait nommer la « connexion al-Qaïda » ;

2) l'une des principales intentions du *Rapport de la Commission sur le 11-Septembre* fut de continuer à protéger cette collusion ;

3) celles et ceux qui, au sein de la Commission, étaient chargés d'assurer cette protection compartaient parmi eux au moins un membre (Jamie Gorelick), un responsable d'enquête (Dietrich Snell) et un témoin important (Patrick Fitzgerald) qui avaient protégé ces terroristes auparavant.

(...) L'establishment affirme que les guerres lancées par les États-Unis sur le continent asiatique depuis les attaques de septembre 2001 entrent dans le cadre d'une « guerre globale contre la terreur ». Néanmoins cette campagne militaire « contre » le terrorisme a été menée avec la coopération de l'Arabie saoudite, du Qatar et du Pakistan. Or, ces trois pays sont les *principaux soutiens* financiers et politiques des réseaux jihadistes que les États-Unis sont censés avoir combattu jusqu'à présent. Dans le même temps, les plus farouches opposants à ces terroristes sunnites – les gouvernements d'Irak, de Libye, de Syrie et d'Iran – ont été renversés (Irak et Libye), déstabilisés avec l'appui des États-Unis (Syrie) ou sanctionnés et menacés en tant qu'éléments de l'« Axe du Mal » (Iran). N'oublions pas que, dès le lendemain du 11-Septembre, le secrétaire à la Défense Donald « Rumsfeld parlait d'élargir les objectifs de notre riposte et de 'frapper l'Irak' ».<sup>7</sup>

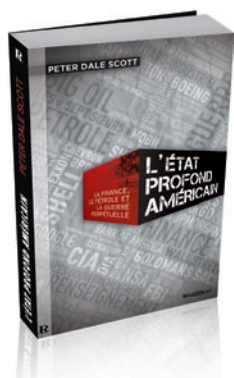
Afin de comprendre l'engagement des États-Unis dans cette région, nous devons nous intéresser aux réseaux complexes derrière leur campagne post-11-Septembre contre Oussama ben Laden et al-Qaïda. En réalité, depuis des décennies, les services de renseignement britanniques et états-uniens ont été impliqués de façon profonde et complexe avec le mouvement émergent de l'Islam politique – symbolisé avant tout par les Frères musulmans (*Ikhwan*) et ses nombreuses organisations affiliées, dont al-Qaïda est issue.

Les Frères musulmans eux-mêmes devraient être considérés comme une mouvance plus qu'une organisation formelle. À l'instar du mouvement des droits civiques aux États-Unis, ils se sont continuellement transformés et ont regroupé de nombreuses tendances, suscitant aussi bien des alliances pacifiques que violentes. Leurs relations complexes avec les familles royales saoudiennes et qatariennes se sont également avérées fluctuantes.

Dans les années 1950, lorsque l'Union soviétique et le nationalisme nassériste étaient considérés comme des ennemis, le MI-6 et la CIA ont développé des liens principalement positifs avec les Frères musulmans et leurs alliés. Ce chapitre et le suivant suggèrent que de hauts responsables états-uniens – y compris depuis la chute de l'URSS – ont systématiquement choisi de préserver leur relation de long terme avec ce mouvement et certains réseaux jihadistes (en particulier à la CIA).<sup>8</sup>

J'en déduis que cette guerre « contre » le terrorisme n'a pas été menée pour le motif officiel de combattre ce fléau, mais pour d'autres raisons. En effet, peu d'experts remettent en cause le constat évident et fréquemment formulé – notamment par des analystes du renseignement US – selon lequel les guerres des États-Unis à l'étranger ont radicalement amplifié la menace au lieu de la réduire (contrairement aux opérations de police ou des services secrets).<sup>9</sup> Parmi les raisons inavouées de cette campagne « contre » le terrorisme, nous pouvons en identifier deux principales. La première est la volonté d'établir une présence durable des forces militaires états-uniennes dans les régions riches en hydrocarbures du golfe Persique et de l'Asie centrale. L'autre raison est de justifier un dispositif de sécurité intérieure permanent et gigantesque, notamment destiné à neutraliser les risques d'opposition aux politiques militaristes. Cette résistance populaire se manifeste soit par l'activisme sur le terrain, soit par la publication de vérités passées sous silence (comme dans ce livre).<sup>10</sup>

Autrement dit, cette protection de terroristes a été en partie menée pour soutenir les faux prétextes derrière



## Extraits du livre

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

### LA FINANCE, LE PÉTROLE, ET LA GUERRE PERPÉTUELLE

de **Peter Dale SCOTT**

les guerres asiatiques des États-Unis – maquillées depuis plus d'une décennie en une guerre « contre » le terrorisme. Et les Saoudiens n'en sont pas les seuls et uniques responsables. Deux mois avant le 11-Septembre, un expert en contreterrorisme du FBI nommé John O'Neill avait décrit à l'enquêteur français Jean-Charles Brisard l'« impuissance » des États-Unis à obtenir la coopération de l'Arabie saoudite sur la question des réseaux terroristes. Pour quelle raison ? Selon Brisard, « juste une : les intérêts pétroliers ». <sup>11</sup> Robert Baer, un ancien officier de la CIA, s'est également plaint de l'influence du « Groupe des entreprises pour le pétrole étranger' [*Foreign Oil Companies Group*], le paravent d'un cartel composé des principales compagnies pétrolières faisant des affaires dans la Caspienne. (...) Plus [Baer] creusai[t] profondément, plus [il] voyai[t] d'argent du pétrole de la Caspienne jaillir autour de Washington. » <sup>12</sup>

La décennie de protection de ces terroristes démontre l'influence de cette dimension supplémentaire de l'État profond américain. Je fais ici référence aux forces obscures qui, au sein de notre société, sont responsables de ce soutien – au-delà du gouvernement parallèle institutionnalisé pendant et après le 11-Septembre. <sup>13</sup> Bien que je ne puisse les définir avec certitude, j'espère démontrer que ces forces obscures résultent du trou noir caractérisant la relation complexe entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, qui implique :

- 1) les majors pétrolières, comme Unocal ;
- 2) l'intérêt du Pentagone sur les mouvements gaziers et pétroliers du golfe Persique et de l'Asie centrale ;
- 3) des ventes d'armes compensatoires ;
- 4) les investissements saoudiens dans d'importantes entreprises états-uniennes, telles que Citibank ou le Groupe Carlyle (propriétaire de Booz Allen Hamilton) ;
- 5) par-dessus tout, la dépendance des USA vis-à-vis de l'Arabie saoudite, du Qatar et de l'OPEP afin que ces derniers assurent la défense du pétrodollar. <sup>14</sup>

Aux États-Unis, il semble que le dispositif de sécurité nationale ait été détourné par ces forces profondes, dans le but de protéger des terroristes censés être mis hors d'état de nuire. Et les médias dominants ont été complices dans la dissimulation de cette réalité.

En d'autres termes, cette dimension abyssale de l'État profond, en arrière-plan du gouvernement parallèle institutionnalisé, constitue une bien plus grande menace pour la survie de la démocratie états-unienne que le terrorisme étranger.

(...)

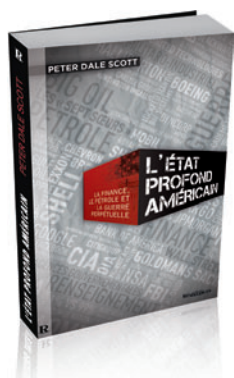
Extrait du chapitre 10

## L'État sécuritaire incontrôlé des États-Unis : la continuité de la planification de la COG (1936-2001)

Aux États-Unis, la plupart des experts et des citoyens ordinaires se remémorent avec soulagement la fin du McCarthisme et de « l'hystérie anticomuniste du début des années 1950 ». <sup>2</sup> En effet, ils sont persuadés qu'une telle paranoïa, ainsi qu'un mépris aussi grave de la légalité et des droits de l'Homme, appartiennent au passé. Or, les excès personnels du sénateur Joseph McCarthy ne furent que les symptômes publics de procédures institutionnelles illégales développées à un niveau plus profond. Pour la plupart, ces mesures ont été initiées par l'ancien directeur du FBI J. Edgar Hoover, et leur planification n'a jamais été réellement interrompue. Au contraire, elles ont proliféré au point d'être omniprésentes aujourd'hui. En effet, Hoover ciblait les gauchistes mais dorénavant, la NSA vise tout le monde.

Ce constat est d'autant plus vrai depuis la mise en œuvre de la continuité du gouvernement (COG) le 11-Septembre. Pendant deux décennies, ces dispositions avaient été peaufinées dans le cadre du Projet Jugement dernier du Pentagone. Leurs planificateurs formaient un comité ultrasecret, extra-gouvernemental et potentiellement inconstitutionnel, qui incluait Donald Rumsfeld et Dick Cheney. <sup>3</sup> Comme l'avocat Patrick Thronson l'a observé dans une revue juridique, « les procédures de continuité du gouvernement (...) confèrent des pouvoirs au Président – tels que la suspension unilatérale de l'*habeas corpus* – qui s'avèrent être fondamentalement contraires à l'ordre constitutionnel des États-Unis. » <sup>4</sup> Pourtant, certaines de ces dispositions secrètes furent hâtivement transformées en loi dans le *PATRIOT Act* de 2001, afin de soutenir la prétendue guerre « contre » le terrorisme. <sup>5</sup>

Dans le *Rapport de la Commission sur le 11-Septembre*, nous pouvons lire que « le Congrès, juste après [ces attentats], répondit avec le *PATRIOT Act*. » <sup>6</sup> Cette législation fut votée par les parlementaires sans qu'ils aient eu le temps de la lire, son adoption ayant été encouragée par des attaques à l'anthrax sous faux pavillon. En réalité, cette loi ne fut pas une *réponse* au 11-Septembre, à l'image de la sinistre résolution du golfe du Tonkin de 1964 – que l'on peut légitimement comparer au *PATRIOT Act*. En effet, dans les deux cas, leur contenu avait été rédigé bien avant l'événement auquel ces législations étaient censées « répondre ». Concernant le *PATRIOT Act*, il avait été patiemment élaboré sur plusieurs décennies, et ce depuis les années 1950. En d'autres termes, cette loi a résulté



## Extraits du livre

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

### LA FINANCE, LE PÉTROLE, ET LA GUERRE PERPÉTUELLE

de **Peter Dale SCOTT**

d'un développement secret et quasi ininterrompu de mesures d'exception, censées répondre à des situations de crise. On peut attribuer les origines de ce processus à J. Edgar Hoover, et je montrerai en quoi ce cheminement a sous-tendu à la fois le 11-Septembre et l'affaire Iran-Contra, voire le Watergate. Comme les auteurs Len Colodny et Tom Shachtman l'ont remarqué,

« parmi les caractéristiques les plus frappantes du *PATRIOT Act*, nous pouvons mentionner sa reprise du plan Huston des années 1970 – un programme discrédité depuis longtemps. Cette nouvelle loi autorisa le FBI, la CIA, et d'autres agences à s'engager dans des activités [illégalles]. Dans les années 1970, de telles dispositions] avaient horrifié le ministre de la Justice John Mitchell, à tel point qu'il persuada Nixon d'abroger le plan Huston quatre jours après sa promulgation. [En effet,] Mitchell considérait comme inconstitutionnelles les mesures (...) prévoyant les écoutes téléphoniques sans mandat, l'ouverture du courrier, les cambriolages illégaux par des agents US, diverses formes de surveillance, ainsi que l'internement préventif. »<sup>7</sup>

Promulgué la même année que les événements tragiques de Kent State et de Jackson State, le plan Huston était censé répondre à une « menace » intérieure : le danger que représentaient, pour les autorités, les organisations anti-guerres et d'autres mouvements populaires. En effet, le pouvoir craignait que les citoyens parviennent à imposer un changement politique durable au Président Nixon et à ses successeurs, en les empêchant de déclencher de nouvelles guerres d'agression. (À un certain moment, le plan Huston envisageait la création de camps dans les États de l'Ouest, afin d'y incarcérer des militants pacifistes.)

Arrêtons-nous sur deux des dispositions de ce plan jugées inconstitutionnelles par John Mitchell : la surveillance extrajudiciaire et l'internement préventif. On peut retrouver ces mesures dans le *PATRIOT Act* de 2001, dans le programme de la COG des années 1980, mais aussi dans des textes antérieurs. En effet, elles figurent également dans la révision des mesures de détention d'urgence, ordonnée par le Président Johnson après la manifestation d'octobre 1967 devant le Pentagone.<sup>8</sup> Nous pouvons aussi les retrouver dans le *McCarran Internal Security Act* de 1950, bien qu'elles aient ensuite été annulées.<sup>9</sup> En fin de compte, ces plans découlent des pouvoirs secrets que Hoover s'était illégalement arrogés, malgré les interdictions explicites prononcées par plusieurs ministres de la Justice.<sup>10</sup>

Ainsi, nous pouvons établir deux historiques différents de ces pouvoirs secrets (ou profonds). Au niveau public, les dispositions du *McCarran Act* prévoyant l'internement en période de crise n'ont jamais été utilisées ; elles furent ensuite abrogées par le Congrès en 1971, alors

que la réputation de Hoover finissait par se ternir et que les parlementaires devenaient plus sensibles aux revendications des dissidents anti-guerres.<sup>11</sup> Cependant, à un niveau plus profond, les législateurs ont accompli bien moins qu'ils ne l'avaient espéré :

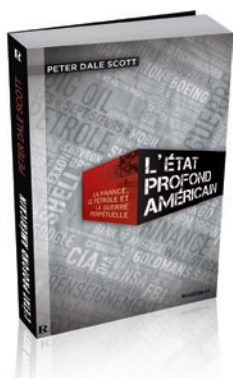
« Le ministre de la Justice John Mitchell approuva la recommandation du directeur du FBI J. Edgar Hoover, autorisant le Bureau à continuer d'enquêter sur les individus 'qui représent[ai]ent une menace pour la sécurité intérieure du pays' – les incluant ainsi dans un fichier 'administratif' anticipant leur éventuel internement. »<sup>12</sup>

En bref, le seul résultat concret de cette abrogation fut de renommer le « Fichier de Sécurité » avec lequel Hoover prévoyait d'incarcérer des individus.<sup>13</sup>

Également à un niveau plus profond, la planification des internements continua, presque sans interruption, jusqu'à ce qu'ils soient finalement autorisés après le 11-Septembre. De la même manière, d'autres pouvoirs illégaux initiés par Hoover furent imaginés et parfois mis en œuvre, d'abord par la Maison Blanche de Nixon puis par William Casey (le directeur de la CIA sous Reagan) et par le lieutenant-colonel Oliver North. Encore une fois, leur prolifération fut limitée au niveau public, essentiellement grâce aux enquêtes du Congrès sur le Watergate et l'affaire Iran-Contra. Néanmoins, je souhaite démontrer que, malgré les mises à l'écart de Nixon puis de North, les plans illégaux qu'ils avaient encouragés ont poursuivi leur développement à un niveau plus profond – et ce de façon quasi permanente.

Ce chapitre défend l'argument que la majorité de ces pouvoirs profonds sont illégaux, incontrôlés, et pour la plupart injustifiés. Certaines mesures exceptionnelles peuvent toutefois être nécessaires. En effet, les dangers qui menacent les États-Unis, tant sur le territoire national qu'à l'étranger, requièrent des réponses inhabituelles et potentiellement inédites. L'horreur des attentats de 2013 lors du marathon de Boston ne peut que l'attester. Néanmoins, cette tragédie fut résolue non par l'excès démesuré que fut le bouclage d'une ville entière, mais par les méthodes légales et les moyens publics de la police. Cette affaire illustre l'une des thèses centrales de ce chapitre : les pouvoirs profonds accumulés par l'État sécuritaire incontrôlé de ce pays sont largement excessifs au regard des besoins réels, au point d'être contreproductifs.

Ces pouvoirs secrets n'ont pas été développés pour répondre aux menaces actuelles. Depuis les années 1950, ils ont résulté d'une prolifération bureaucratique hors de contrôle, en particulier depuis que le péril soviétique contre notre sécurité nationale a concrètement disparu.<sup>14</sup> En effet, aux États-Unis, ces pouvoirs furent



## Extraits du livre

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

## LA FINANCE, LE PÉTROLE, ET LA GUERRE PERPÉTUELLE

de **Peter Dale SCOTT**

activement planifiés dans le cadre de la COG, alors que le « péril rouge » était devenu une menace fantasmée – mais néanmoins ressuscitée par la machine de propagande du directeur de la CIA William Casey.

La clé de cette reprise du développement de la COG fut le spectre d'un terrorisme mondial instigué par les Soviétiques. La notion que l'URSS était derrière ce fléau global fut un sujet crucial durant la campagne des présidentielles de 1980.<sup>15</sup> L'année suivante, Casey l'imposa aux analystes de l'Agence en ne s'appuyant que sur un seul livre, aujourd'hui presque universellement discrédité : *The Terror Network*, de Claire Sterling.<sup>16</sup> Or, ces évaluations hystériques de la CIA sur la « menace » soviétique ont été rapidement intégrées dans les dispositions extrémistes du Projet Jugement dernier, qui sont devenues permanentes après leur mise en œuvre en 2001. L'une des thèses centrales de mon étude est que ces mesures incontrôlées sont loin de constituer une réponse appropriée au 11-Septembre et à la nébuleuse al-Qaïda ; au contraire, elles ont contribué – de façon potentiellement involontaire – aux événements qui sont dorénavant invoqués pour les justifier.

Par ailleurs, lorsque nous comparons les années 1950 à aujourd'hui, nous devons reconnaître que les États-Unis sont actuellement piégés par une nouvelle hystérie, ou une sorte de folie collective. Celle-ci est bien plus généralisée et liberticide que ne l'étaient les excès du sénateur McCarthy ou de Casey. En particulier, la surveillance extrajudiciaire et la détention arbitraire sont dorénavant appliquées à une échelle inconcevable autrefois – bien au-delà du cadre légal et des besoins sécuritaires réels.

Comme dans le cas du McCarthysme, les citoyens ne sont pas la source de cette folie collective, mais plutôt des réceptacles sensibles à l'hystérie générée par leurs propres dirigeants. Ils réagissent donc en conséquence. Durant la guerre froide, de nombreuses raisons expliquaient ce phénomène, dont certaines n'étaient absolument pas irrationnelles. Néanmoins, la principale origine des pouvoirs incontrôlés et illégaux de J. Edgar Hoover n'était pas la lutte anticommuniste, mais son auto-intoxication à sa propre puissance.

(...) Depuis la seconde guerre mondiale, nous avons pu observer les exemples flagrants de James Forrestal, le secrétaire à la Défense de Truman, puis de l'important officier de la CIA Frank Wisner : ces deux hommes ont perdu la raison, ils ont dû être mis à l'écart de leurs responsabilités, et ont fini par se suicider. Les exemples du sénateur McCarthy et du Président Nixon sont moins dramatiques. En effet, ni l'un ni l'autre ne sont devenus fous, mais ils perdirent leur puissance et leur influence

peu après avoir succombé à la folie de leurs excès de pouvoir – que l'on peut qualifier de paranoïaques ou de maniaques.<sup>18</sup>

Selon moi, le même processus d'autodestruction hystérique ou paranoïde s'est appliqué à d'autres personnalités, mais de façon moins flagrante. Dans l'Histoire conventionnelle, elles ont une importance moins prégnante que dans mon historiographie du pouvoir incontrôlé. Je fais ici référence à des hommes tels que le directeur adjoint du FBI William « Crazy Bill » Sullivan, le responsable du contre-espionnage à la CIA James Angleton et le lieutenant-colonel Oliver North. Plus récemment, nous pouvons également citer Dick Cheney et Donald Rumsfeld, qui ont été respectivement le Vice-président et le secrétaire à la Défense de George W. Bush.<sup>19</sup> Tous ces individus ont abusé de leurs prérogatives de façon irrationnelle, à un degré tel que leurs excès les ont conduits à être poussés vers la sortie.<sup>20</sup> (...)

Le fait que tous ces hommes – personnages clés de ce chapitre – ont d'une manière ou d'une autre perdu leur influence illustre la rationalité et l'homéostasie du système politique états-unien, ce qui est un grand mérite de ce pays. Malheureusement, le processus que je décris n'a pas disparu avec eux. À l'exception de J. Edgar Hoover, chacun de ces individus fut mis à l'écart. Mais l'hystérie qu'ils ont engendrée ne leur a pas seulement survécu, elle s'est enracinée sans cesse plus profondément via des mesures institutionnelles secrètes et excessives, qui ont généré cet État sécuritaire incontrôlé.<sup>21</sup>

(...) Je souhaiterais appeler cette phase actuelle l'« hystérie du Jugement dernier », en référence au programme du même nom. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, le « Projet Jugement dernier » fut l'appellation du Pentagone pour désigner les 20 années de développement de la COG, qui visait à suspendre partiellement la Constitution des États-Unis. Ce programme fut élargi en 1982 par le Président Reagan, devenant ainsi une planification de crise ayant pour objectif de « garantir le fonctionnement de la Maison Blanche et du Pentagone pendant et après une guerre nucléaire, ou toute autre crise majeure. »<sup>23</sup> À la fin de la présidence Reagan, ce projet avait été étendu pour répondre à *n'importe quelle* urgence nationale. Dès 1982, son développement fut confié à un comité secret incluant Donald Rumsfeld et Dick Cheney (...).<sup>24</sup> Principalement composé de leurs collègues Républicains – y compris sous la présidence Clinton –, ce comité est devenu ce qu'un ancien haut responsable du Pentagone appela un « gouvernement secret attendant son tour ». <sup>25</sup> (...)

# L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

LA FINANCE, LE PÉTROLE,  
ET LA GUERRE PERPÉTUELLE.

de Peter Dale SCOTT

## Caractéristiques techniques

Livre à la française - Format 15 x 23 cm  
Couverture brochée, pelliculage mat,  
dos carré collé - 448 pages



9 782917 112274

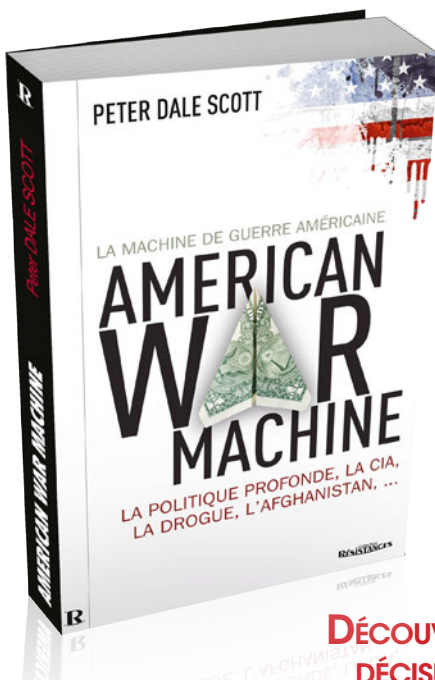
N° ISBN : 978-2-917112-27-4

N° EAN-13 : 9782917112274

Prix indicatif : 25 €

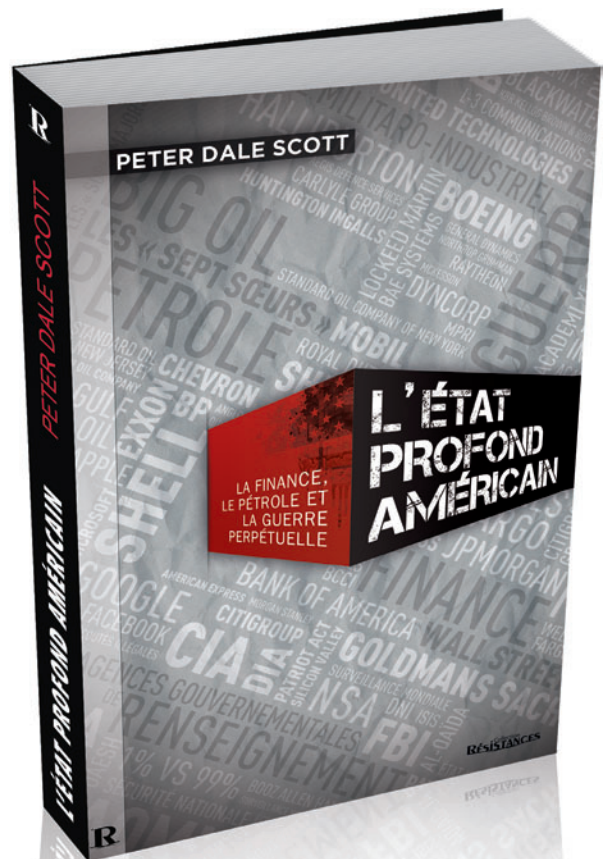
LE DERNIER LIVRE DE PETER DALE SCOTT,  
TOUJOURS AUSSI DÉRANGEANT, ET VERTIGINEUX

Du même auteur,  
dans la même collection

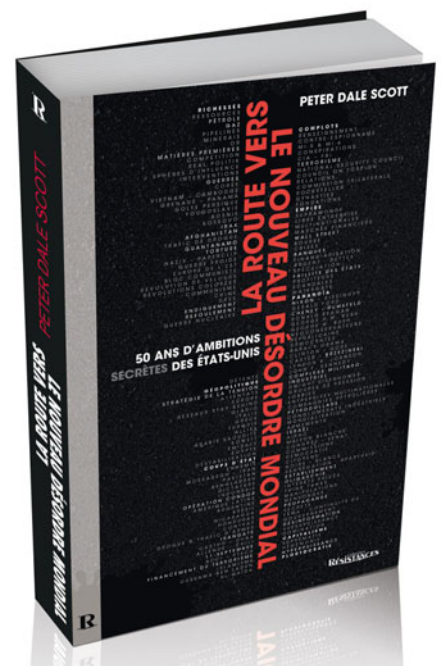


EXPLOREZ LES ASPECTS  
SECRETS DE LA POLITIQUE  
ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE...  
ET COMPRENEZ  
COMMENT ET POURQUOI  
LA CIA FAIT PARTIE  
INTÉGRANTE  
DU TRAFIC DE DROGUE  
INTERNATIONAL.

DÉCOUVREZ LA MANIÈRE DONT LES GRANDES  
DÉCISIONS GÉOPOLITIQUES SONT LE FAIT DE  
FACTIONS SECRÈTES ET ANTIDÉMOCRATIQUES  
AU SEIN DE L'APPAREIL D'ÉTAT AMÉRICAIN !



COMMENT UNE CASTE DE SUPER-RICHES  
IMPOSA LA DÉRÉGULATION,  
LA FINANCIARISATION DE L'ÉCONOMIE,  
L'HÉGÉMONIE DE WALL STREET,  
L'ÉROSION DES LIBERTÉS CIVILES  
ET LA GUERRE SANS FIN...



Collection  
**RÉSISTANCES**

Éditions Demi Lune

26 Menez Kerveyen

29 710 Plogastel Saint-Germain

Tel : 02 98 555 203

Courriel : [contact@editionsdemilune.com](mailto:contact@editionsdemilune.com)

Demi Lune